

La Région annonce la création d'une plateforme de réservation d'hébergements



Carole Delga, présidente de la Région Occitanie, Didier Codorniou, 1er VP et Vincent Garel, président du CRTL devant le mur lapidaire du musée Narbo Via. ©VC

Même si la crise sanitaire pèse encore sur le secteur touristique régional (- 23,7% des nuitées en 2020), « *l'Occitanie fait partie des régions privilégiées par les Français, se réjouit Carole Delga, présidente de la Région qui a déjà engagé 145 M€ pour soutenir le secteur. Avec le CRTL (comité du tourisme et des loisirs, NDLR) et les professionnels nous avons travaillé sur la recherche d'efficacité, l'écoute des difficultés - notamment pour Lourdes impactée par l'absence de clientèle étrangère -, afin d'aider le secteur et préparer l'avenir* ». La création d'une plateforme de réservation d'hébergements figure parmi les actions phares lancées pour cette saison estivale, en plus d'un plan de communication et de promotion de 3,5 M€ et divers dispositifs reconduits (carte Occ'ygène pour les loisirs dotée de 200, train à 1€...). En ligne sur le site du CRTL, elle proposera, à partir du 15 juin, 500 offres sur tous les segments d'hébergements.

« *Cette plateforme va aider les professionnels car ils n'ont pas de commission à verser contrairement aux autres plateformes comme Booking. Elle doit aussi permettre de convertir économiquement les visites du site du CRTL, soit 3,5 millions de visiteurs par an* », précise Vincent Garel, président du CRTL. « *Cette plateforme sera maintenue pour la saison d'hiver et pérennisée* », complète l'élue régionale. Du côté des filières touristiques, le secteur du thermalisme bénéficie d'une adaptation du fonds L'Occal. « *Efficaces, les aides de la Région contribuent à la survie des vingt-huit stations thermales. Malgré la crise sanitaire et une perte de 70 % de fréquentation en 2020, 100 % vont rouvrir dont cinq dès ce 19 mai. Les réservations sont là* », souligne Guillaume Dalery, président de la fédération thermique d'Occitanie. Le représentant de l'Umih, Hervé Montoyo appelle, lui, la collectivité à « *faire pression sur le gouvernement pour soutenir les entreprises confrontées aux remboursements du PGE et des charges sans reprise réelle de l'activité* ».

